

Communiqué du 5 Février 2009

**Nouvel EPR à Penly : déni de  
démocratie**

La décision de construire un nouveau réacteur nucléaire (EPR) à Penly représente un déni de démocratie : elle a été prise en toute opacité, sans aucun débat, par le président et quelques conseillers, poussés par les directions d'EDF et de GDF-Suez alors qu'elle engage des choix sur le très long terme pour le pays.

Par ailleurs, les motivations de ce choix sont choquantes : il ne s'agit pas de répondre à un besoin en énergie puisque la France est exportatrice et que l'énergie supplémentaire produite par cet EPR est manifestement destinée à l'export.

Il s'agit simplement de satisfaire les appétits financiers des présidents d'EDF et de GDF-Suez, appartenant au cercle des actionnaires et dirigeants qui font la loi dans le pays.

Le lancement de ce nouvel EPR risque de condamner pour de nombreuses années le vaste programme de réduction de la consommation nécessaire pour une réponse durable à l'impasse énergétique actuelle. Tabler, comme cela se fait, sur une croissance infinie de la consommation, est tout simplement irresponsable de la part du Gouvernement.

Bien sûr, les régions Dieppoise et Tréportaise se réjouissent de l'arrivée de l'EPR et des emplois qu'il créera. Mais la perspective de création d'emplois peut-elle justifier un choix énergétique non partagé, d'autant que pour un investissement équivalent (4 milliards d'euros), d'autres filières - en particulier les énergies renouvelables - en créeraient bien plus ?

Avec le changement de statut d'EDF et les exigences de rentabilité qui l'ont accompagné, la sécurité du parc de production n'a cessé de se dégrader. L'arrivée, même en tant que partenaire minoritaire, d'un opérateur privé, renforcera encore la pression sur les coûts aux dépens de la sécurité.

Enfin, au delà de l'EPR de Penly, il est fortement question d'un 3<sup>ème</sup> EPR, dans l'unique objectif d'offrir aussi à GDF-Suez « son » réacteur nucléaire.

Jusqu'où iront les appétits des dirigeants et actionnaires des opérateurs énergétiques ? Jusqu'où ira l'incurie du Gouvernement, qui dirige la politique énergétique du pays non pas en fonction des besoins et des contraintes environnementales, mais en fonction des desiderata des « copains » ?

Une chose est sûre : ceux qui pensaient que la libéralisation rendrait les choix énergétiques plus transparents et plus démocratiques ont aujourd'hui la réponse.